

## REVUE DE PRESSE

57

### *L'espoir, malgré tout*

#### • *Afrique de l'Ouest*

##### **Empêcher l'engagement des enfants**

L'enrôlement d'enfants par les forces négatives en Afrique de l'Ouest préoccupe les dirigeants de cette partie du continent. C'est dans ce contexte que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Comité international de la Croix-Rouge ont la semaine dernière organisé un séminaire de trois jours à Abuja (Nigeria). Thème débattu : les Traités de la Loi humanitaire internationale en Afrique de l'Ouest.

« Pour ce qui concerne le sujet de l'engagement d'enfants dans les conflits armés, les États membres doivent protéger non seulement les garçons ou les enfants affectés par la guerre, mais aussi les jeunes filles et les victimes des violences à base de sexe », indique le document.

Les participants à la réunion d'Abuja entendent voir leurs résolutions être appliquées. Raison pour laquelle, ils encouragent les États membres à s'engager dans la sensibilisation, le plaidoyer et le développement de capacité pour empêcher l'engagement d'enfants dans les conflits armés.

Quant à l'application de sanctions, il propose aux États membres de la CEDEAO d'intégrer la criminalisation des violations de la Loi humanitaire internationale dans leur loi pénale, et de s'assurer que les juges, la police et les avocats sont formés. (*Le Potentiel, Kinshasa, 3/11/08, web : All Africa*)

#### • *Pérou*

##### **La coca et la pauvreté**

On ne peut que reconnaître les failles d'une stratégie antidrogue fondée en priorité sur l'arrachage des cultures. S'attaquer au ciment social du narcotrafic, aux cultivateurs, est non seulement sans efficacité mais aussi contreproductif. (...)

Arturo Chávez est membre du conseil de Cachicoto. Sur sa parcelle, il cultive de la coca, du cacao et du café. Il ne s'y entend pas en discours politiques. Tout ce qu'il comprend, c'est qu'il doit subvenir aux besoins de sa famille. Et, sans la coca, ses filles ne pourraient étudier à Tingo María. C'est aussi simple que cela. Il sait d'ailleurs bien que les feuilles de coca qu'il récolte sont destinées au narcotrafic. « Les graines de cacao sont de mauvaise qualité. Elles sont à peine vendables. Il n'y a pas de pépinières, rien pour lutter contre les parasites. Qu'y faire ? », demande-t-il. « On pourrait essayer le yucca parce que, là où il y a de la coca, le yucca peut aussi pousser. »

Dans tout le Monzón, on ne trouve pas un seul bureau du ministère de l'Agriculture. Selon Chávez, aucune aide technique n'est jamais arrivée à Cachicoto pour la bonification des cultures. Mais il est aussi vrai que la communauté n'a jamais sollicité une telle aide et n'a jamais cherché à s'associer avec d'autres agriculteurs.

L'histoire de Paulino Salas est très semblable. Quand nous l'avons rencontré, il était en pleine récolte de café. A l'instar

## REVUE DE PRESSE

58

### *L'espoir malgré tout*

d'Arturo Chávez, il cultive tout à la fois sur sa terre de la coca, du cacao et du café. Mais si la coca peut produire jusqu'à quatre récoltes par an, le café et le cacao ne donnent dans le même temps qu'une récolte. Pour Salas, comme pour la majorité des petits agriculteurs de Cachicoto, le principal intérêt de son champ de coca, c'est qu'il lui rapporte de quoi assurer les dépenses courantes. Rien de plus. (...)

Des histoires comme celles de Paulino Salas et Arturo Chávez illustrent des dilemmes liés à la stratégie de lutte contre la drogue. L'éradication est-elle la meilleure stratégie à employer dans ce qu'on appelle la guerre antidrogue ? Ou bien les effets collatéraux sont-ils plus importants que les coups effectivement portés au narcotrafic ? (...)

Refus et ressentiment, telles sont les réactions les plus visibles provoquées par l'éradication chez les paysans. Faute d'autres moyens de subsistance viables, la culture de coca sur ces terres de misère paraît inévitable. Le refus et la rancœur sont les sentiments qui poussent des milliers de ces Péruviens à manifester avec violence et à s'unir aux organisations qui font entendre leur voix. Tant que la politique antidrogue n'aura pas été redéfinie, l'éradication se poursuivra implacablement. Et le cercle vicieux de la pauvreté et du ressentiment continuera. (*Instituto de Defensa Legal, division Seguridad Ciudadana, 14/05/08, web : dial. Alterinfo 10/08, traduit par Gilles Renaud*)

#### • Union européenne

##### **Au sommet, les Roms en décor**

Le 16 septembre, l'affluence lors du premier sommet européen sur les Roms a dépassé toutes les attentes. En effet, plus

de 500 représentants des institutions de l'UE, des gouvernements des États membres et de la société civile y ont participé. Mais cet événement a également souligné des divergences entre les parties prenantes.

Au cours de la session du matin, il est rapidement apparu qu'aucun consensus ne s'était dégagé sur la politique à adopter. L'appel à une stratégie-cadre de l'UE sur l'intégration des Roms, soutenu par la Coalition pour une politique européenne à l'égard des Roms et par des ONG de défenses des droits de l'homme, a reçu un accueil mitigé de la part des décideurs présents.

L'idée de créer une unité rom au sein de la Commission européenne, modelée d'après une division créée précédemment au Conseil de l'Europe, a suscité des réponses contrastées de la part des représentants du gouvernement français, qui occupe actuellement la présidence tournante de six mois de l'UE, et du gouvernement tchèque, qui prendra le relais en janvier.

Lors de la session de l'après-midi, le militant rom Rudko Kawczynski a formulé des critiques cinglantes à l'encontre des organisateurs, qui ne sont à son avis pas conscients des problèmes en jeu. Nous avons passé toute la journée ici sans comprendre le problème, a-t-il déclaré, regrettant que les Roms présents à la conférence ne fassent office que de décoration.

Prenant la parole, Shigeo Katu, vice-président de la Banque mondiale pour la région Europe et Asie centrale, a fait part d'une perspective plus positive. Illustrant l'évolution d'une décennie de financement par la Banque mondiale en faveur de l'intégration des Roms, il a souligné que quelques progrès avaient été accomplis. Il

## REVUE DE PRESSE

### *L'espoir malgré tout*

59

a toutefois ajouté que la route était encore longue et qu'il fallait pousser plus loin afin d'accéder au niveau supérieur (web : EurActiv. Com, 17/09/08).

#### • Genève

##### Nouvelles du BIT

En dépit d'une forte croissance de l'économie mondiale qui a créé des millions d'emplois depuis le début des années 1990, les inégalités de revenus ont continué de se creuser de façon significative dans la plupart des régions du monde et devraient encore s'accroître du fait de la crise financière actuelle, selon un nouveau rapport publié aujourd'hui par l'institut de recherche de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

L'étude, intitulée Rapport sur le travail dans le monde 2008 : Les inégalités de revenu à l'épreuve de la mondialisation financière<sup>(1)</sup>, et réalisée par l'Institut international d'études sociales de l'OIT, note qu'une majeure partie du coût de la crise économique et financière sera supportée par des centaines de millions de gens qui n'ont pas eu accès aux bénéfices de la récente croissance.

« Ce rapport montre de façon concluante que l'écart entre les revenus des ménages les plus riches et ceux des plus pauvres s'est creusé depuis le début des années 1990 » dit Raymond Torres, Directeur de l'Institut en charge du rapport. « Cela reflète l'impact de la mondialisation financière et la plus faible capacité des politiques domestiques à

améliorer les revenus des classes moyennes et des bas salaires. La crise financière mondiale actuelle ne peut qu'aggraver la situation, à moins que des réformes structurelles de long terme ne soient adoptées. »

L'étude relève que, « si un certain degré d'inégalités de revenu peut être utile pour récompenser l'effort, le talent et l'innovation, de grandes disparités peuvent être contreproductives et dommageables pour la plupart des économies », ajoutant que « Quand elle devient excessive, l'augmentation des inégalités de revenu représente un danger pour le corps social, et porte préjudice à l'efficacité économique. »

Ce rapport représente l'étude la plus complète sur les inégalités de revenu réalisée par l'Institut à ce jour. Les salaires et la croissance dans plus de 70 pays développés ainsi qu'en développement y sont examinés. Le rapport plaide en faveur d'une action à plus long terme afin de remettre l'économie sur une voie plus équilibrée, notamment en promouvant l'Agenda pour le travail décent de l'OIT comme lien entre les politiques économique, sociale et du travail afin de dynamiser l'emploi, améliorer les revenus et la répartition des richesses.

Alors que l'emploi global a augmenté de 30 pour cent entre le début des années 1990 et 2007, les écarts de revenu entre ménages riches et ménages pauvres se sont considérablement accrus dans le même temps, indique le rapport. Qui plus est, comparé aux précédentes périodes d'expansion, les travailleurs ont obtenu une plus petite part des fruits de la croissance économique, la part des salaires dans le revenu national ayant décliné dans l'immense majorité des pays pour lesquels des données sont disponibles.

<sup>(1)</sup>Rapport sur le travail dans le monde 2008 : Les inégalités de revenu à l'épreuve de la mondialisation financière (World of Work Report 2008: Income inequalities in the age of financial globalization) en anglais seulement. ISBN 978-92-9014-868-5. Institut international d'études sociales. Bureau international du Travail, Genève, 2008.

## REVUE DE PRESSE

60

### *L'espoir malgré tout*

« Le ralentissement mondial actuel de l'économie affecte de façon disproportionnée les catégories à bas revenus », dit le rapport. « Cette évolution vient après une longue phase d'expansion pendant laquelle les inégalités de revenu étaient déjà à la hausse dans la majorité des pays. »

Parmi les conclusions du rapport :

- La croissance de l'emploi s'est accompagnée d'une redistribution des richesses au détriment du travail. Dans 51 des 73 pays pour lesquelles des données sont disponibles, la part des salaires dans le revenu total a reculé au cours des vingt dernières années. Le plus fort déclin de la part des salaires dans le PIB s'est produit en Amérique latine et dans les Caraïbes (-13 points de pourcentage), suivi par l'Asie et le Pacifique (-10 points de pourcentage) et les économies développées (-9 points de pourcentage).

- Dans les pays où existent des innovations financières non réglementées, les travailleurs et leur famille se sont endettés davantage afin de financer leur logement et leur consommation. C'est ce qui, en période de forte modération salariale, a permis de soutenir la demande intérieure. Cependant, la crise a mis au jour les limites de ce modèle de croissance.

- Entre 1990 et 2005, près des deux tiers des pays ont fait l'expérience d'une hausse des disparités de revenu. Le revenu total des ménages à hauts revenus s'est accru plus rapidement que celui des ménages à moyen et bas revenus.

- Au cours de la même période également, l'écart de revenu entre les 10

pour cent des salariés les mieux rémunérés et les 10 pour cent les moins bien payés a augmenté dans 70 pour cent des pays pour lesquels on dispose de données.

- Les disparités de revenu s'accroissent aussi – à un rythme accéléré – entre cadres dirigeants et employés moyens. Ainsi, en 2007, les dirigeants des 15 plus grandes entreprises américaines gagnaient en moyenne 520 fois le salaire moyen d'un employé, contre 360 fois en 2003. Des tendances semblables, bien qu'à partir de niveaux de rémunération des dirigeants inférieurs, ont été enregistrées en Australie, Allemagne, Hong-kong (Chine), Pays-Bas et Afrique du Sud.

Notant les prévisions de poursuite de la hausse des inégalités de revenu dans le contexte économique actuel, le rapport indique que des inégalités de revenu excessives pourraient être associées à des taux de criminalité accrus, une espérance de vie réduite et, dans le cas des pays pauvres, à la malnutrition et à une plus forte probabilité de voir les enfants privés d'école pour aller travailler.

« Dès maintenant, il existe une perception très répandue dans de nombreux pays que la mondialisation ne fonctionne pas dans l'intérêt de la majorité de la population », affirme le rapport. « Le défi politique est dès lors d'assurer des moyens appropriés pour encourager le travail, l'apprentissage et l'investissement, tout en évitant que les inégalités de revenu ne deviennent socialement dangereuses et économiquement inefficaces. »